Valentin Behr
Doctorant en science politique
UMR 7363 SAGE (Sociétés, Acteurs et Gouvernement en Europe)
Université de Strasbourg

Communication au colloque « Après le post-communisme : dépasser la dichotomie européanisation vs. tournant autoritaire », CERI, Paris,

Un passé qui ne passe pas ? Retour sur la genèse et les enjeux contemporains de la « politique historique » en Pologne

Cette proposition de communication vise à rendre compte d'une partie des résultats d'un travail de thèse en cours, consacré à la production du récit historique en Pologne, dans une perspective socio-historique (de 1945 à nos jours) qui consiste à analyser les logiques sociopolitiques de structuration de l'espace de production du récit historique, à partir d'une sociologie de cet espace. Plus précisément, il s'agira dans le cadre de cette communication de revenir sur la notion de « politique historique » (*polityka historyczna*), élaborée au début des années 2000, et qui constitue un élément clé pour la compréhension des jeux mémoriels en Pologne.

A partir d'une analyse sociologique, centrée sur l'étude des trajectoires sociales et politiques des protagonistes du débat autour de la notion de « politique historique », il s'agit de rendre compte des logiques d'opposition qui structurent l'espace de la lutte, afin de ne pas réduire cette dernière à la simple expression d'opinions contradictoires. Le débat autour de la notion de « politique historique » est en effet structuré par des luttes sociales et politiques ayant pour objet le rôle social et politique de l'histoire et des intellectuels, mais aussi la lecture des transformations postcommunistes.

Dans un premier temps, je présenterai la genèse de la notion de « politique historique » afin d'en identifier les origines et les principaux éléments de contenu. Dans un second temps, les trajectoires sociopolitiques des protagonistes du débat seront analysées de manière à faire ressortir les principes d'opposition qui structurent l'espace. Enfin, je montrerai en quoi la « politique historique » est aussi productrice de cadres d'interprétation du passé, à partir de l'étude des publications de l'Institut de la mémoire nationale (IPN).

/1/ GENESE ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE HISTORIQUE

Il est délicat de dater avec précision l'invention d'un concept tel que celui de « politique historique ». Si son succès dans le débat public et les luttes politiques en Pologne est relativement récent puisqu'il émerge autour de l'année 2005, le terme désigne un phénomène beaucoup plus ancien et largement répandu, qui renvoie à l'action de l'Etat dans le domaine du passé, ce que l'on désigne plus généralement par « politique mémorielle » (Gensburger, 2010), « usages politiques du passé » (Hartog et Revel, 2001) ou encore « instrumentalisation de l'histoire ». Il ne s'agit bien évidemment pas d'un phénomène spécifique à la Pologne, comme le montrent de nombreux exemples, tels que le débat sur les « lois mémorielles » en France ou le succès des Instituts de la mémoire dans de nombreux pays de l'Europe post-communiste (Mink, 2010). Il ne s'agit pas non plus d'un phénomène récent : les critiques de la « politique historique » version polonaise font souvent le parallèle

entre les prétentions de ses promoteurs et la falsification de l'histoire telle qu'entreprise par le pouvoir communiste au temps de la PRL (*Polska Rzeczpospilita Ludowa*, République populaire de Pologne). Dans son essai de définition de la « politique historique », l'historien Rafał Stobiecki – qui ne fait partie ni de ses promoteurs, ni de ses plus virulents détracteurs – la qualifie d' « ensemble de mesures conscientes et précises qui visent à « fixer » dans la société une vision définie du passé ». Il en distingue deux variantes, selon que l'Etat qui met en œuvre cette politique peut être qualifié de « totalitaire » (la politique historique est alors assimilée à la propagande) ou de « démocratique » (la politique historique étant alors assimilée à un discours de pouvoir au sens foucaldien) (Stobiecki, 2008).

Si cette définition, qui reste très large, permet d'y voir plus clair, elle ne nous apprend rien des origines du terme. Celui-ci émerge dans le débat public polonais à l'initiative d'un petit groupe d'intellectuels proches de la droite conservatrice et nationaliste, et notamment du parti *Droit et Justice* (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS), qui parviennent à imposer à l'agenda politique l'idée de la nécessité d'une intervention accrue de l'Etat dans le domaine de l'histoire, dans le contexte de la double campagne électorale (législative et présidentielle) de 2005. Ces intellectuels, principalement des philosophes, sont très présents dans le débat public du fait de leurs activités de publicistes, et publient les principaux textes en faveur de la « politique historique » en 2005 (Cichocki, 2005 ; Gawin, 2005 ; Kostro et Merta, 2005). Il s'agit, selon ce groupe des fondateurs du terme, d'en finir avec une tradition historiographique qualifiée de « critique », qui, depuis 1989, aurait trop lourdement insisté sur les aspects « négatifs » de l'histoire polonaise (i.e. les massacres de Juifs ou d'Allemands pendant et après la seconde guerre mondiale), pour lui substituer, via le concours d'institutions étatiques *ad hoc* telles que les musées notamment, un récit historique dont le but avoué doit être de mettre en valeur les pages glorieuses du passé afin de susciter un sentiment de « fierté » et de renforcer l' « identité collective » des Polonais.

Pour autant, l'idée n'est pas neuve et l'analyse permet de constater que les bases idéologiques de la « politique historique » sont posées bien avant 2005. En effet, la loi du 18 décembre 1998, qui crée l'Institut de la mémoire nationale (*Instytut Pamięci Narodowej*, IPN), contient dans son préambule ce qui apparaît rétrospectivement comme une déclaration programmatique de la « politique historique » avant la lettre. On y lit notamment que l'IPN est créé dans le but de « préserver la mémoire des dommages subis par la nation polonaise durant la seconde guerre mondiale et la période de l'après-guerre ; des traditions patriotiques de lutte contre les occupants, le nazisme et le communisme ; des efforts des citoyens dans la lutte en faveur d'un Etat polonais indépendant, de la défense de la liberté et de la dignité humaine ». Soutenue à l'époque par la droite conservatrice dans un contexte marqué par les débats sur la lustration et l'ouverte des archives des services de sécurité communistes, la création de l'IPN ne va cependant pas tarder à décevoir les milieux nationalistes. La publication en 2000 (soit au moment où l'IPN commence à peine à entrer en fonction[1]) de l'ouvrage de Jan T. Gross, *Les voisins* (Gross, 2000), dans lequel l'auteur raconte le massacre de la population juive de Jedwabne, une localité de l'Est de la Pologne, commis par des Polonais en juillet 1941, va susciter un important débat médiatique. La révélation du massacre et les débats qui s'ensuivent mettent à mal la vision angélique et dominante de l'histoire récente de la Pologne, qui en fait tout à la fois une victime de la guerre et du communisme et un symbole « unique » de résistance et de lutte pour la liberté. L'IPN, dont les procureurs sont chargés d'instruire les aspects juridiques du dossier, va par ailleurs publier un ouvrage, fruit d'une recherche collective portant tant sur Jedwabne que sur d'autres massacres similaires survenus à la même époque (Machcewicz et Persak, 2002). Le succès médiatique de l'affaire et surtout le fait que l'IPN intègre dans son programme de recherches historiques les crimes commis par des Polonais contre des Juifs (et non plus seulement les crimes contre la nation

[1] Pour un retour sur la genèse de l'IPN voir Behr, 2011 ainsi que Bensussan, Dakowska et Beaupré, 2003.

polonaise) est fortement critiqué par Andrzej Nowak, un historien proche de la droite nationaliste, dans un article remarqué intitulé « Westerplatte czy Jedwabne » [Westerplatte ou Jedwabne] (Nowak, 2001). Cet article, paru dans le quotidien conservateur *Rzeczpospolita*, reproche aux historiens de l'IPN de s'être laissés entraînés du côté de l'histoire « critique » en choissant d'écrire sur les crimes polonais, que lui-même juge marginaux. Nowak plaide au contraire en faveur d'une histoire « monumentale », celle des « héros », qui puisse « servir à la construction de la communauté nationale ». En ce sens, l'IPN devrait concentrer ses travaux sur les évènements glorieux du passé polonais, tels que la défense de la forteresse de Westerplatte assiégée par les Allemands en septembre 1939, plutôt que sur Jedwabne. L'article de Nowak fait ressortir, avant l'heure, les principaux arguments des promoteurs de la « politique historique », ainsi que le fait remarquer l'historien Paweł Machcewicz dans un ouvrage qui revient, entre autres, sur le débat qui l'avait alors opposé à Nowak[2] (Machcewicz, 2012).

En fait, deux évènements appellent la mise en œuvre d'une « politique historique » selon ses promoteurs : le débat sur Jedwabne et celui sur le projet de construction d'un « Centre contre les expulsions » à Berlin. Ce projet, voulu par l'Association des Allemands expulsés de Pologne, a été perçu en Pologne comme une tentative de mettre sur un même plan les souffrances des Allemands expulsés de Pologne après 1945 avec celles endurées par les Polonais durant la guerre, et a été largement instrumentalisé durant le processus d'adhésion de la Pologne à l'UE (Dakowska, 2007). L'élaboration du terme de « politique historique » est ainsi intimement liée à la lecture que font ses promoteurs des relations internationales. Pour eux, l'affaire de Jedwabne, celle du « Centre contre les expulsions » ou encore la glorification du passé stalinien par Vladimir Poutine sont autant de tentatives d'élaborer des récits historiques concurrents du récit national polonais. Par conséquent, la « politique historique », terme importé d'Allemagne (*Geschichtspolitik*), doit permettre de défendre l'interprétation polonaise de l'histoire, ce que Dariusz Gawin – l'un des fondateurs du terme – appelle le « point de vue polonais ». Leur discours commence à poindre en 2000 au moment du 20e anniversaire de Solidarité, à partir du constat de la prééminence, à l'Ouest, de la chute du mur de Berlin en tant que symbole de l'effondrement du communisme (Szeligowska, 2007). Ce type d'argumentaire est particulièrement saillant dans le contexte de l'adhésion de la Pologne à l'UE, où la crainte d'une dissolution de l'identité polonaise dans une culture commune aux contours imprécis est régulièrement agitée par les acteurs politiques hostiles à l'intégration européenne. Dariusz Gawin rejette ainsi toute tentative d'européanisation de l'histoire et critique la construction d'un musée de la seconde guerre mondiale à Gdansk dont l'objectif est de présenter la guerre dans une perspective « universelle » : « Pourquoi devrions-nous prendre en considération l'histoire des autres, quand les autres ne veulent pas prendre en considération la nôtre ? » (*Rzeczpospolita*, 2008).

Il est très intéressant de constater que dans le discours de ses promoteurs, la « politique historique » est d'abord dirigée vers l'extérieur, c'est-à-dire vers les médias occidentaux, qui n'ont que peu de considération pour l'histoire de la Pologne et évoquent régulièrement les « camps polonais », l'UE, auprès de laquelle il convient d'obtenir la reconnaissance des sacrifices polonais[3], et la Russie, qui continue à se référer aux cadres d'interprétation du passé hérités de la période soviétique. Pourtant, la « politique historique » est aussi un instrument dans les luttes politiques et intellectuelles au niveau domestique. En effet, ses promoteurs se positionnent très clairement contre ce qu'ils qualifient d'histoire « critique » ou encore de « patriotisme critique ». Selon eux, ce courant de pensée aurait dominé la vie politique et

[2] Alors directeur du Bureau d'éducation publique de l'IPN et co-auteur de l'ouvrage de l'IPN sur Jedwabne, Machcewicz avait répondu à Nowak dans un article intitulé « I Jedwabne i Westerplatte » [Et Jedwabne et Westerplatte] (Machcewicz, 2001).

[3] Cf. les tentatives d'eurodéputés polonais pour faire reconnaître le massacre de Katyn et obtenir une condamnation des régimes communistes, évoquées dans Mink, 2010.

l'historiographie polonaises durant les années 1990, du fait de l'attitude adoptée par les politiciens issus de Solidarité, aux commandes de l'Etat après 1989. La politique du « gros trait »[4] de Tadeusz Mazowiecki est notamment pointée du doigt comme ayant conduit à une quasi-disparition des débats sur le passé de l'espace public, au profit de débats portant exclusivement sur le futur et les politiques à adopter pour mener à bien les transformations post-communistes. Mais les intellectuels favorables à la « politique historique » se positionnent également contre un autre courant de pensée, celui de l' « école des idées de Varsovie », incarnée par des historiens des idées tels que Jerzy Jedlicki, Jan Błoncki, Jan Józef Lipski ou encore Andrzej Walicki, coupables à leurs yeux d'avoir introduit ce « patriotisme critique », c'est-à-dire une attitude de rejet vis-à-vis du nationalisme et de l'identité nationale. En effet, dans des textes célèbres, ces auteurs ont critiqué le nationalisme de leurs contemporains et souligné les pages « noires » de l'histoire polonaise, et notamment l'antisémitisme et les massacres d'Allemands commis après la guerre (Błoncki, 1987 ; Lipski, 1981). Pourtant, les promoteurs de la « politique historique » ne citent jamais aucun ouvrage d'histoire caractéristique de cette historiographie « critique », pourtant dominante d'après eux sous la IIIe République polonaise – c'est-à-dire celle que connaît la Pologne depuis 1989. Ainsi que le fait remarquer Adam Leszczyński, leur critique se borne à citer les historiens des idées précités, dont les textes incriminés ont été publiés dans les années 1980, et le quotidien *Gazeta Wyborcza*, caractéristique selon eux de cette posture « critique » car il s'est largement fait le relais du débat sur Jedwabne[5] (Leszczyński, 2006). De plus, la thèse des promoteurs de la « politique historique » selon laquelle les années 1990 auraient été marquées par une forme d'amnésie vis-à-vis du passé est largement contestée par plusieurs historiens, qui soulignent que ces années ont été marquées par de nombreuses initiatives telles que la décommunisation des noms des rues et des monuments, mais aussi par la publication de plusieurs ouvrages historiques de référence concernant l'histoire contemporaine (Skibiński, Wiścicki et Wysocki, 2011).

Pourtant, l'idée selon laquelle une politique de l'Etat active dans le domaine de l'histoire est nécessaire rencontre un franc succès lors des élections de 2005. La « politique historique » devient un slogan de campagne repris par PiS, qui en fait l'un des piliers de la future « IVe République » que le parti entend mettre en place. Les partisans de la IVe République adoptent une lecture que certains qualifieraient de « radicale » des transformations post-communistes (Smolar, 2006) : après 1989, l'histoire aurait été mise sous le boisseau au profit des transformations politiques, économiques et sociales en cours, dans l'intérêt des post-communistes et de leurs alliés de Solidarité, suite au « péché » des Accords de la Table ronde. Dans le cadre du projet de IVe République, la « politique historique » devient ainsi un moyen de dénoncer les élites gouvernementales et le bilan de la IIIe République. On trouve d'ailleurs, dans les écrits des promoteurs de la « politique historique », une dénonciation en creux de l'intelligentsia « liberalno-lewicowa » (« libérale de gauche »), à qui il est reproché d'assimiler tout ce qui renvoie à l'identité collective au fascisme et au nationalisme. En arrière-plan se trouve la question : à quoi sert l'histoire ? Pour les promoteurs de la « politique historique », la mémoire collective constitue un fondement de la communauté nationale. Le terme est forgé en réaction à la thèse de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama. Dariusz Gawin, notamment, dénonce dans ses écrits le consumérisme et le libéralisme économique, qu'il identifie comme des facteurs de pertes de valeurs et d'identité.

[4] Dans son discours d'investiture en 1989, le premier ministre Tadeusz Mazowiecki, premier chef de gouvernement non-communiste, avait affirmé vouloir tirer un « gros trait sur le passé », dans l'esprit des Accords de la Table ronde et d'une transition démocratique pacifique.

[5] Le quotidien *Gazeta Wyborcza*, fondé à l'époque des élections de 1989, est dirigé depuis cette date par Adam Michnik, un intellectuel situé à la « gauche » du mouvement Solidarité et qui prône, depuis lors, une attitude de réconciliation vis-à-vis des anciens responsables communistes, ce qui lui vaut de nombreuses critiques de la part de la droite anticommuniste.

La « politique historique » doit justement permettre de réaffirmer cette identité. Pourtant, dans le discours de ces intellectuels, rien ne renvoie à des études concernant la faible connaissance qu'auraient les Polonais de leur passé[6]. On retrouve ainsi chez les promoteurs de la « politique historique » une croyance dans le fait que l'élaboration et la promotion d'une vision du patriotisme devrait échoir à l'intelligentsia. Il s'agit donc bien d'imposer un certain modèle idéologique de rapport au passé, une philosphie de l'histoire, basée sur l'identité et le lien national qu'il conviendrait de retrouver ou de renforcer. Lors de la campagne de 2005, cette idée est largement reprise par PiS, mais aussi par certains membres du parti concurrent, la *Plateforme civique* (*Platforma Obywatelska*, PO), un parti de droite plus libéral. L'analyse des trajectoires sociales et politiques des promoteurs de la « politique historique » permet cependant de montrer que ces derniers sont bien plus proches, idéologiquement, de PiS que de tout autre parti.

/2/ L'ESPACE MULTIPOSITIONNEL DE LA LUTTE

Les travaux consacrés à la « politique historique » polonaise se contentent le plus souvent de restituer les prises de positions des différents acteurs du débat, sans aller très loin dans l'analyse sociologique (Nowinowski, Pomorski, Stobiecki, 2008 ; Szeligowska, 2007). Il n'y a notamment pas de tentative d'établir des corrélations entre les prises de position exprimées par les différents acteurs et les positions qu'ils occupent dans différents champs sociaux. C'est ce type d'analyse que je souhaite présenter ici, en montrant ce que l'étude de ces corrélations apporte à la compréhension de la lutte qui se joue entre les promoteurs de la « politique historique » et ceux qui s'y opposent dans le débat public.

Pour ce faire, il s'agit d'étudier les trajectoires sociales et politiques des principaux protagonistes du débat suscité par la « politique historique ». Deux camps peuvent être schématiquement opposés. D'une part, les promoteurs de la « politique historique », groupe composé à la fois des fondateurs de la notion, mais aussi de ceux qui ont pris position en faveur de la « politique historique ». Sans prétendre à l'exhaustivité, j'ai sélectionné ici les individus qui paraissent les plus centraux en croisant plusieurs critères : la fréquence des prises de position sur la « politique historique » (signe de la centralité de l'acteur dans le débat) ; le fait qu'elles soient reprises par d'autres acteurs (signe de leur importance) ; la présence de leurs auteurs parmi les contributeurs aux ouvrages fondateurs de la « politique historique » ; la diversité des trajectoires sociopolitiques des protagonistes (parmi lesquels on trouve aussi bien des universitaires que des hommes politiques, des journalistes, etc.). D'autre part, le groupe des critiques de la « politique historique », au sein duquel on a regroupé les intellectuels de « l'école de Varsovie » d'histoire des idées, qui comme évoqué précédemment font l'objet de critiques de la part des promoteurs de la « politique historique », mais aussi certains des acteurs les plus centraux dans la critique de la « politique historique », identifiés selon des critères similaires : centralité dans le débat et diversité des trajectoires. Ainsi, c'est un échantillon de 31 individus (18 en faveur de la « politique historique », 13 contre) qui a pu être constitué. Leurs trajectoires sociopolitiques ont été retracées via différentes sources, principalement biographies en ligne sur le site de leur(s) institution(s) professionnelle(s) (universités, ministères, musées, …) et dictionnaires biographiques. Les nuances exprimées dans les prises de position (on peut être en faveur de ou hostile à la « politique historique »

[6] Là encore, il ne s'agit en rien d'un aspect spécifique à la Pologne, les discours en faveur de la création d'une « Maison d'histoire de France » au cours de la mandature de Nicolas Sarkozy s'étant également appuyés sur la thèse du « besoin d'histoire » de la société française, sans que cette dernière ne soit étayée par de quelconques analyses.

pour des raisons diverses) nous intéressent moins ici que les logiques sociales qui font que les uns et les autres se positionnent d'un côté ou de l'autre du débat.

Tableau 1 : Multipositionnalité des promoteurs de la politique historique

Nom	Année naissance	Etudes	Diplôme[7]	Universitaire	Champ journalistique	Champ administratif	Champ politique	Musée	IPN	Multi positionnalité
Nowak	1950	Histoire	Prof	1	1		1	1		4
Wildstein	1962	Littérature	Mag		1					1
Michałski	1971	Histoire	Doc	1	1	1		1	1	5
Ołdakowski	1972	Littérature	Mag			1	1	1		3
Zaryn	1958	Histoire	Prof	1	1		1		1	4
Kurtyka	1960	Histoire	Hab	1	1		1		1	3
Ujazdowski	1964	Droit	Doc		1		1			2
Kował	1975	Histoire	Doc	1		1	1	1		4
Skibiński	1973	Histoire	Doc	1	1	1		1		4
Legutko	1949	Philosophie	Prof	1	1		1			3
Roszkowski	1947	Histoire	Prof	1		1	1			3
Krasnodębski	1953	Philosophie	Prof	1	1		1			3
Gawin	1964	Philosophie	Doc	1	1			1		3
Karłowicz	1964	Philosophie	Doc	1	1			1		3
Cichocki	1966	Philosophie	Doc	1	1					2
Kostro	1967	Histoire	Mag		1	1	1	1		4
Merta	1965	Philosophie	Doc	1	1	1		1		4
Dudek	1966	Science politique	Prof	1	1				1	3
TOTAL				**14**	**15**	**7**	**10**	**8**	**4**	

Tableau 2 : Multipositionnalité des critiques de la politique historique

[7] Codage des niveaux de diplôme : Mag = master ; Doc = doctorat ; Hab = habilitation ; Prof = professeur des universités.

Nom	Année naissance	Etudes	Diplôme	Universitaire	Champ journalistique	Champ administratif	Champ politique	Musée	IPN	Multi positionnalité
Michnik	1946	Histoire	Mag		1		1			2
Romanowski	1951	Littérature	Prof	1	1					2
Walicki	1930	Philosophie	Prof	1	1					2
Wolff-Powęska	1941	Science politique	Prof	1	1					2
Błonski	1931	Histoire de la littérature	Prof	1	1					2
Lipski	1926	Histoire de la littérature	Hab	1	1		1			3
Jedlicki	1930	Philosophie	Prof	1	1		1			3
Szacki	1929	Philosophie	Prof	1			1			2
Król	1944	Philosphie	Prof	1	1		1			3
Kula	1943	Histoire	Prof	1	1					2
Leszczyński	1975	Histoire	Doc	1	1					2
Machcewicz	1966	Histoire	Prof	1	1		1	1	1	5
Traba	1958	Histoire	Prof	1	1					2
TOTAL				**12**	**12**	**0**	**6**	**1**	**1**	

Les tableaux 1 et 2 rendent compte de la multipositionnalité des protagonistes du débat. La plupart d'entre eux évoluent en effet à l'intersection entre plusieurs champs ou espaces sociaux. 6 modalités ont été retenues : champ universitaire, champ politique, champ administratif, champ journalistique, employé d'un musée, employé de l'IPN. On a ensuite relevé les appartenances multiples des individus, selon qu'ils sont (ou ont été) positionnés au sein de l'un de ces espaces. On a retenu au sein du champ universitaire (ou scientifique) les individus ayant enseigné à l'université ou à l'Académie de sciences. Au sein du champ politique figurent les individus ayant été élus, conseillers politiques ou simplement membres d'une organisation partisane. L'intitulé « champ administratif » regroupe les individus ayant exercé des fonctions de haut-fonctionnaire (au sein d'un ministère principalement). Au sein de la population étudiée, nombreux sont ceux qui figurent également au sein du champ journalistique, dans la mesure où ils publient régulièrement des articles dans la presse (*publicystyka*[8]). Enfin, il est apparu essentiel au cours de l'analyse de distinguer ceux qui étaient positionnés en tant qu'administrateurs de musées ou employés de l'IPN (et principalement de son Bureau d'éducation publique, le BEP), tant ces deux types

[8] Le terme *publicystyka* désigne le fait, pour les intellectuels, de prendre part au débat public via des interventions dans les médias et notamment dans la presse.

d'institutions sont au cœur du débat sur la politique historique, en tant qu'institutions étatiques chargées de « promouvoir » l'histoire contemporaine.

La multipositionnalité des acteurs est frappante. La plupart d'entre eux sont universitaires et prennent régulièrement part au débat public concernant les questions historiques. Mais nombre d'entre eux sont également positionnés dans le champ politique (10/18 pour les promoteurs de la « politique historique » contre 6/13 pour les critiques). Cependant, cette multipositionnalité n'obéit pas aux mêmes logiques selon les deux groupes considérés. En effet, certains espaces, tels que le champ administratif, semblent être l'apanage exclusif des promoteurs de la « politique historique », ce qui constitue un indicateur de proximité avec l'Etat et donc, avec le politique. De même, les promoteurs de la « politique historique » sont bien plus souvent administrateurs de musées que leurs adversaires (8/18 contre 1/13). Qui plus est, ils figurent presque tous (6/8) au sein du même musée, le Musée de l'Insurrection de Varsovie, inauguré par Lech Kaczynski lorsque ce dernier était maire de Varsovie, et véritable emblème de la « politique historique » (Dariusz Gawin en est le directeur-adjoint). Trois d'entre eux figurent en outre au sein de l'administration du Musée d'Histoire de la Pologne, un autre grand musée dont le chantier fut mis en place par Kazimierz Michał Ujazdowski lorsqu'il était ministre de la Culture et de l'Héritage national. En face, Paweł Machcewicz est le seul à occuper des fonctions similaires, en sa qualité de directeur du Musée de la Seconde Guerre Mondiale à Gdańsk. Il s'agit d'un projet mémoriel voulut par la Plateforme Civique et dont l'objectif officieux est de concurrencer le musée de l'Insurrection, trop associé à la « politique historique » de PiS. Enfin, on trouve sans surprise les principaux dirigeants de l'IPN après 2005 (Janusz Kurtyka, directeur de l'IPN entre 2005 et 2010, Jan Zaryn et Antoni Dudek, ses deux conseillers) du côté des promoteurs de la politique historique.

L'analyse permet donc de mettre en évidence des logiques d'opposition entre les deux groupes, les promoteurs de la « politique historique » étant aussi ceux qui sont les plus susceptibles d'occuper des positions proches de l'Etat, au sein du champ administratif ou en tant qu'administrateurs de musées. Ainsi, une première ligne de clivage semble donc opposer ceux qui occupent ce type de positions de pouvoir (temporel) et ceux qui restent cantonnés aux positions universitaires « classiques ». Les promoteurs de la « politique historique » sont en outre plus souvent multipositionnés que leurs adversaires (3,22 positions par individu en moyenne contre 2,38).

Par ailleurs, une seconde ligne de clivage, de type générationnel, semble se surajouter à la première. En effet, le groupe des promoteurs de la « politique historique » semble beaucoup plus jeune, de 20 ans en moyenne. Si l'on se contente d'observer les différences d'âge entre les philosophes et historiens des idées qui sont à l'origine de la notion de « politique historique », c'est-à-dire Dariusz Gawin, Robert Kostro, Tomasz Merta, Marek Cichocki et Dariusz Karłowicz, on constate qu'ils sont tous nés au milieu des années 1960, tandis que les philosophes de l'école d'histoire des idées de Varsovie, dont ils pourfendent les idées, c'est-à-dire Jan Błoński, Jan Józef Lipski, Jerzy Jedlicki, Jerzy Szacki et Andrzej Walicki, sont nés au début des années 1930. De ce point de vue, il est tentant de lire l'entreprise de promotion de la « politique historique » comme une tentative, pour une nouvelle génération de philosophes et d'historiens des idées, de marquer sa différence avec une école antérieure et concurrente, mais aussi vraisemblablement de prendre une revanche politique sur une génération d'opposants au communisme assimilée à la « gauche » de Solidarité, et donc de remettre en question la nature des transformations de 1989. Cette hypothèse paraît d'autant plus plausible que le groupe de philosophes à l'origine de la notion de « politique historique » apparaît extrêmement cohérent du point de vue idéologique et intellectuel : Gawin, Karłowicz, Cichocki, Merta, mais également Legutko, ont tous été membres du Centre de la Pensée politique (*Ośrodej Myśli Politycznej*) à Cracovie, une sorte

de think tank conservateur. En outre, Gawin, Karłowicz et Cichocki ont co-fondé et dirigé la revue *Teologia Polityczna* (Théologie politique), qui tente de concilier religion et politique. Enfin, ces trois intellectuels conservateurs ont animé ensemble un programme, *Trzeci punkt widzenia* (« Le troisième point de vue ») sur la chaîne TVP Kultura entre 2007 et 2010. Ainsi, leur entreprise de légitimation scientifique par l'investissement du champ médiatico-politique n'est pas sans rappeler les « Nouveaux philosophes » français (Pinto, 2009). Le courant de philosophie politique dont ils se réclament est par ailleurs très marqué par la lecture de penseurs conservateurs, voire nationalistes, et notamment par celle de Carl Schmitt, que Marek Cichocki a traduit et auquel il a consacré sa thèse de doctorat. L'argumentaire en faveur de la « politique historique » reprend ainsi certaines des thèses de Carl Schmitt, comme la nécessité pour l'Etat de se choisir un système de valeurs et une tradition, ainsi que la construction d'une communauté basée sur la distinction amis/ennemis. Ces dernières remarques invitent à se pencher plus précisément sur les trajectoires politiques des protagonistes.

Tableau 3 : Engagement politique des promoteurs de la politique historique

Nom	Militantisme PRL[9]	Mandats politiques	Engagement partisan[10]
Nowak	Solidarité, militantisme étudiant		PiS
Wildstein	KOR, militantisme étudiant		
Michałski			
Ołdakowski		Conseiller municipal, député (2005-2011)	PiS
Zaryn	Solidarité, militantisme étudiant	Plusieurs fois candidat à des mandats parlementaires	POC, PiS, PJN
Kurtyka	Solidarité, militantisme étudiant		Partis républicains et conservateurs (début des années 1990)
Ujazdowski	RMP	Député (1991-1993 ; 1997-2007) ; ministre de la culture et de l'héritage national (2000-2001 ; 2005-2007)	UD, parti conservateur, PiS
Kował		Conseiller municipal ; député ((2005-2007) ; secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (2006-2007) ; eurodéputé depuis 2009	PiS, PJN
Skibiński			
Legutko		Député (2005-2007) ; ministre de l'éducation	PiS

[9] KOR : Comité de défense des ouvriers ; RMP : Mouvement de la Jeunesse polonaise ; PPN : Entente indépendante polonaise.

[10] POC : Entente du Centre (parti dirigé par les frères Kaczynski au début des années 1990) ; PJN : *Polska jest najważniejsza* (« La Pologne est la plus importante » : parti politique fondé par des dissidents de PiS) ; UD : Union démocratique (parti centriste soutenant T. Mazowiecki au début des années 1990).

		(2007) ; eurodéputé (depuis 2009)	
Roszkowski	PPN	Eurodéputé (2004-2009)	PiS
Krasnodębski			PiS
Gawin			
Karłowicz			
Cichocki			
Kostro	RMP, militant étudiant		Parti conservateur
Merta			PiS
Dudek			

Tableau 4 : Engagement politique des critiques de la politique historique

Nom	Militantisme PRL[11]	Mandats politiques	Engagement partisan[12]
Michnik	KOR, Solidarité	Député (1989-1991)	
Romanowski			UD, UW
Walicki			
Wolff-Powęska			
Błonski			
Lipski	KOR, Solidarité	Sénateur (1989-1991)	
Jedlicki	PZPR, Solidarité		
Szacki	PZPR		
Król	TKN, Solidarité		Soutien T. Mazowiecki lors de l'élection présidentielle de 1990
Kula			
Leszczyński			
Machcewicz			
Traba			

Les tableaux 3 et 4 complètent idéalement les données précédentes, en montrant qu'aux clivages sociaux et générationnels évoqués plus haut se superposent des clivages politiques. S'ils sont plus proches des sphères étatiques, les promoteurs de la « politique historique » sont aussi plus implantés dans le champ politique : cinq d'entre eux sont ou ont été élus, principalement en tant que parlementaires, et deux ont été ministres (Legutko et Ujazdowski, tous deux dans le gouvernement de J. Kaczynski). Tous ceux qui ont été élus l'ont été avec le soutien de PiS. En outre, Zaryn, Nowak et Krasnodębski, s'ils pourraient apparaître comme de simples universitaires, ont été membres des comités de soutien à l'élection présidentielle de L. Kaczynski en 2005 et/ou de J. Kaczynski en 2010. Hormis à

[11] TKN : Association des cours scientifiques (« Université volante ») ; PZPR : Parti ouvrier unifié polonais.
[12] UW : Union de la Liberté (un parti centriste).

l'époque de la PRL, le militantisme politique est beaucoup plus rare du côté des critiques de la « politique historique ». Seuls Adam Michnik et Jan Józef Lipski ont été parlementaires entre 1989 et 1991, à l'époque où ils étaient d'actifs militants au sein de Solidarité.

A l'aune de ces données, il apparaît donc que le débat sur la « politique historique » renvoie certes à des oppositions politiques, mais que la seule prise en compte des prises de positions ne suffit pas à expliquer les logiques de la lutte. Celle-ci est également sociale, en ce qu'elle renvoie à des logiques de positions différentes, qui indiquent une appréhension différente du rôle social et politique de l'intellectuel. Mais la lutte est également une lutte générationnelle et intellectuelle, autour de la lecture de la césure de 1989 et des transformations post-communistes, ainsi que de la place et du rôle de l'histoire dans ces transformations. Cependant la « politique historique » n'est pas qu'un objet de débat. C'est aussi un ensemble de mesures et de dispositifs qui produisent des effets sur les cadres d'interprétation du passé.

/3/ LA POLITIQUE HISTORIQUE EN TANT QUE PRODUCTRICE DE CADRES D'INTERPRETATION DU PASSE

Ainsi que nous l'évoquions précédemment, la création de l'IPN peut être d'une certaine façon perçue comme obéissant à la logique de la « politique historique », même si l'usage de ce terme est apparu plusieurs années après. En effet, il est possible de déceler dans les recherches et publications historiques effectuées par le BEP des cadres d'interprétation du passé conformes à ceux que la « politique historique » entend promouvoir. Il s'agit de décrire l'histoire de la seconde guerre mondiale et de la PRL comme celle d'une longue lutte pour la liberté, qui guiderait l'histoire de la Pologne depuis l'époque des partages au XVIIIe siècle. Ce type de récit national repose forcément sur la sélection d'un nombre limité d'évènements qui appuient cette thèse, mais conduit inévitablement à en éliminer d'autres, qui s'accordent moins bien avec les mythes que l'on entend ainsi créer. La nouvelle direction de l'IPN élue après 2005, dans une configuration politique dominée par PiS, s'est montrée plutôt favorable au slogan de la « politique historique ». Les travaux du BEP menés avant cette période étaient pourtant déjà très marqués par une lecture de l'histoire en noir et blanc, centrée sur les héros et les victimes, ainsi que l'atteste la comparaison entre deux programmes de recherches.

Encadré 1 : Projets de recherches de la première période (1999-2005)

« Procès et emprisonnements politiques 1944-1956 »

« L'état de guerre – perspective après vingt ans »

« L'extermination [*zagłada*] des Juifs sur les territoires polonais »

« Guerre et occupation 1939-1945 »

« La répression dans les campagnes 1944-1989 »

« Appareil de répression et résistance sociale 1944-1989 »

Encadré 2 : Projets de recherches de la seconde période (depuis 2005)

« Structure et méthodes de fonctionnement de l'appareil de répression de la Pologne populaire »

« L'appareil de sécurité en lutte contre la résistance politique et armée 1944-1956 »

« L'appareil de sécurité en lutte contre l'Eglise »

« L'appareil de sécurité face à l'émigration »

« L'appareil de sécurité face aux minorités nationales »

« L'appareil de sécurité face aux milieux culturels et scientifiques »

« Le pouvoir de la PRL face aux crises sociales et à l'opposition démocratique »

« Dictionnaire biographique *Conspiration et résistance sociale 1944-1956* »

« Guerre et occupation 1939-1945 »

« Dictionnaire des deux occupations »

« Les Polonais ayant secouru des Juifs au cours de la seconde guerre mondiale »

Une certaine continuité est observable entre les deux programmes, centrés sur les aspects les plus durs des deux expériences « totalitaires » (guerre, occupation, répression), ainsi que sur les différentes modalités de résistance et d'opposition des Polonais à ces régimes. L'intensification des travaux est notable après 2005, principalement du fait de l'augmentation du budget de l'IPN, qui augmente de plus de 50% entre 2005 et 2006 et reste stable depuis, autour de 50 millions d'euros. La différence la plus notable entre les deux programmes concerne l'épineuse question des relations polono-juives, l'intitulé « L'extermination des Juifs sur les territoires polonais », qui avait fait l'objet de critiques au moment du scandale de Jedwabne, étant remplacé par « Les Polonais ayant secouru des Juifs au cours de la seconde guerre mondiale ». Difficile de ne pas y voir la marque de la « politique historique ». Concrètement, ce changement s'est traduit par la création d'une nouvelle collection au sein des éditions de l'IPN, « Qui sauve une vie sauve le monde », consacrée aux « Justes » polonais, dans le cadre de laquelle six ouvrages ont été publiés depuis 2007.

Il est essentiel de noter que l'IPN, de part ses importants moyens humains et financiers, occupe une place centrale dans la production de l'historiographie de la période 1939-1989 en Pologne. Il emploie plus de 200 historiens, soit autant que l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences (dont les recherches ne couvrent pas uniquement la période contemporaine), et est devenu la première édition de livres historiques de Pologne. Toutefois, cette production conséquente n'est pas le seul fait des historiens du BEP, car l'IPN édite également les travaux d'historiens extérieurs à l'institution. C'est notamment le cas des ouvrages collectifs tirés des conférences et des périodiques, mais aussi de plusieurs monographies, issues de thèses de doctorat notamment. Tout ce qui est édité par l'IPN n'est donc pas le fruit d'un travail réalisé dans le cadre de l'Institut. Les publications de l'IPN sont de natures très diverses et sont destinées à des publics variés. A côté des ouvrages à caractère scientifique (monographies, éditions de sources), on trouve une offre de matériaux éducatifs et une importante production de « popularisation scientifique ». L'IPN édite en outre plusieurs périodiques.

Tableau 5 : Evolution du nombre de publications de l'IPN (2000-2009)

Année de publication	Nombre de titres publiés
2000	2
2001	28
2002	37
2003	54
2004	65
2005	59
2006	76
2007	136
2008	156
2009	190

En se basant sur un comptage des monographies et éditions de sources (les deux principales catégories d'ouvrages publiés par l'IPN), il est possible d'identifier certains cadres d'interprétation du passé.

Tableau 6 : Répartition des monographies éditées à l'IPN par thèmes (2002-2010)

Thèmes traités	Nombre d'ouvrages
Appareil de sécurité communiste et répression	20
Résistance et opposition au communisme	9
Crises du régime communiste	8
Seconde guerre mondiale	6
Histoire des Juifs de Pologne	6
Histoire économique et/ou sociale	6
Biographies	6
Histoire du pouvoir communiste	2
Autres	5
Total	68

Tableau 7 : Répartition des monographies éditées à l'IPN par périodes étudiées (2002-2010)

Période traitée	Nombre d'ouvrages
Entre-deux guerres	2
Deuxième guerre mondiale	17
Période stalinienne (1944-1956)	18
Années de crises (1956, 1968, 1970, 1976, 1981)	7
Années 1980	5
Autres périodes de la PRL	13
Total	62

Sur les 68 monographies éditées par l'IPN jusqu'en 2010, 20 sont consacrées au seul appareil de sécurité, neuf à l'opposition au communisme et huit aux crises du régime (tableau 6). La seconde guerre mondiale et l'histoire des Juifs de Pologne sont également des thèmes récurrents quoiqu'un peu moins traités. Six ouvrages se singularisent et traitent d'aspects plus spécifiquement économiques et sociaux, et non d'histoire politique ou d' « UB-ologie »[13]. La situation n'est pas radicalement différente concernant les éditions de sources (tableau 8), qui consistent souvent en l'édition des documents utilisés pour la rédaction des monographies. Sur 47 tomes édités, 24 se consacrent à l'appareil de sécurité, quatre à l'opposition et huit aux crises politiques. On note toutefois la présence de quelques tomes consacrés à la vie politique légale (principalement locale). Du point de vue des périodes étudiées (tableaux 7 et 9), les monographies publiées jusqu'à présent ont surtout été consacrées à la période stalinienne (18) et à la seconde guerre mondiale (17). Les années de crise (7) et les années 1980 (5) étant les autres périodes clés étudiées. Les éditions de sources sont en revanche presque exclusivement consacrées à la période communiste, et surtout aux années 1980 (17), aux crises politiques (10) et à la période stalinienne (13).

Tableau 8 : Répartition des éditions de sources de l'IPN par thèmes (2000-2010)

Thèmes traités	Nombre d'ouvrages
Appareil de sécurité communiste et répression	24
Résistance et opposition au communisme	4
Crises du régime communiste	8
Seconde guerre mondiale	1
Histoire des Juifs de Pologne	2

[13] Terme dont la parenté est attribuée à l'historien Jerzy Eisler et qui traduit l'idée d'une histoire spécialisée dans l'étude des services de sécurité communistes en Pologne (le terme est dérivé de l'acronyme UB, « Office de sécurité »).

Histoire économique et/ou sociale	1
Histoire politique	6
Autres	1
Total	47

Tableau 9 : Répartition des éditions de sources de l'IPN par périodes étudiées (2000-2010)

Période traitée	**Nombre d'ouvrages**
Entre-deux guerres	1
Deuxième guerre mondiale	3
Période stalinienne (1944-1956)	13
Années de crises (1956, 1968, 1970, 1976, 1981)	10
Années 1980	17
Autres périodes de la PRL	3
Total	47

Ainsi, les années 1956-1976 sont très peu étudiées, un constat partagé par de nombreux historiens. Par ailleurs, l'histoire sociale du communisme, qui permettrait de nuancer l'interprétation dominante de la période, en s'intéressant aux mécanismes de légitimation du régime, à la vie politique légale ou encore à la sociologie des acteurs, est quasiment absente (Kott, 2002). De l'aveu même de certains responsables de l'IPN, les publications du BEP sont de qualité inégale (Dudek, 2011). Il faudrait ajouter qu'elles demeurent également trop souvent prisonnières d'une grille de lecture « totalitaire » (Czyżewski, Nowinowski, Stobiecki, Zelazko, 2012). Il faut cependant reconnaître que les deux ou trois dernières années ont vu un certain nombre de changements émerger dans les logiques de publication de l'IPN, avec une (relative) diversification des objets de recherche, une ouverture sur l'histoire économique et sociale ou encore sur celle du genre, et un élargissement du champ spatio-temporel des études publiées.

En guise de conclusion, il faut constater que l'idée de la nécessité et de la légitimité de l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'histoire, qu'on l'appelle « politique historique », « éducation historique » ou encore « promotion de l'histoire », semble aujourd'hui largement ancrée dans le paysage intellectuel polonais, y compris chez des historiens qui se sont opposés à la politique historique telle que défendue par PiS. A l'image de Paweł Machcewicz,

aujourd'hui directeur du futur Musée de la Seconde Guerre Mondiale et par ailleurs conseiller du premier ministre Donald Tusk, qui donne l'impression d'œuvrer à la réalisation d'une autre « politique historique », celle de PO. Au sein du champ politique, tout se passe comme si on avait affaire à un clivage sur l'histoire, régulièrement réactivé au moment des élections ou à la faveur d'évènements traumatisants tels que le crash de Smolensk (Mink, 2010).

Bibliographie

Behr (V.), « Historiens militants ou historiens de bureau ? Les producteurs du récit historique officiel à l'Institut de la mémoire nationale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 42, n°4, 2011, p. 5-35.

Bensussan Agnès, Dakowska Dorota & Beaupré Nicolas (2003), « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne : essai de comparaison », *Genèses*, n° 52, p. 4-32.

Błoncki (J.), « Biedni Polacy patrzą na getto » [Les pauvres Polonais observent le ghetto], *Tygodnik Powszechny*, n°2, 1987.

Cichocki (M.), *Władza i pamięć* [Pouvoir et mémoire], Ośrodek Myśli Politycznej, Kraków, 2005.

Czyżewski (A.), Nowinoski (S.), Stobiecki (R.), Zelazko (J.), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny IPN 2000-2010* [L'apport scientifique et éducatif de l'IPN], Lódź, IPN, 2012.

Dakowska (D.), « Le « Centre contre les expulsions » : les enjeux d'un débat transnational », *in* Mink (G.) et Neumayer (L.), *L'Europe et ses passés douloureux,* Paris, La Découverte, 2007 p. 128-139.

Dudek (A.), *Instytut. Osobista historia IPN* [L'Institut. Une histoire personnelle de l'IPN], Warszawa, Wydawnictwo czerwone i czarne, 2011.

Gawin (D.) « Sienkiewicz – nasz współczesny » [Sienkiewicz – notre contemporain], in *Polska, wieczny romans* (Pologne, affaire éternelle), Ośrodek Myśli Politycznej, Kraków, 2005.

Gensburger (S.) et Lavabre (M.-C.), « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position », in Müller (B.) (dir), *Histoire, Mémoire et Épistémologie. À propos de Paul Ricoeur*, Lausanne, Payot, coll. « Sciences humaines », 2004.

Gensburger (S.), *Les « Justes de France ». Politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

Gross (J. T.), *Sąsiedzi: Historia zagłady żydowskiego miasteczka* [Les voisins : histoire du massacre d'un village juif], Sejny, Fundacja Pogranicze, 2000.

Hartog (F.) et Revel (J.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

Kostro (R.), Merta (T.), *Pamięć i odpowiedzialność* [Mémoire et responsabilité], Ośrodek Myśli Politycznej, Kraków – Wrocław, 2005.

Kott (S.) « Pour une histoire sociale du pouvoir en Europe communiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* 2002, vol. 49, n° 2, pp. 5-23.

Leszczyński (A.), « Polityka historyczna. Wielki strach » [La politique historique. La grande peur], *Gazeta Wyborcza*, 08.04.2006.

Lipski (J. J.), *Dwie ojczyzny, dwa patriotyzmy* [Deux patries, deux patriotismes] Nowa, 1981.

Machcewicz (P.), « I Westerplatte i Jedwabne » [Et Westerplatte et Jedwabne], *Rzeczpospolita*, 09.08.2001.

Machcewicz (P.), Persak (K.), *Wokół Jedwabnego* [Autour de Jedwabne], Warszawa, IPN, 2002.

Machcewicz (P.), *Spory o historię 2000-2011* [Conlits à propos d'histoire], Cracovie, Znak, 2012.

Mink (G.) et Neumayer (L.) (dir.) *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.

Mink (G.) et Bonnard (P.) (dir.), *Le Passé au présent. Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale,* **Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2010.**

Nowak (A.), « Westerplatte czy Jedwabne » [Westerplatte ou Jedwabne], *Rzeczpospolita,* 01.08.2001.

Nowinowski (S.), Pomorski (J.), Stobiecki (R.), *Pamięć i polityka historyczna* [La mémoire et la politique historique], Lódź, IPN, 2008.

Pintro (L.), *Le Café du commerce des penseurs - à propos de la doxa intellectuelle*, Éditions Du Croquant, 2009.

Rzeczpospolita, « Oczekujemy szacunku dla naszej historii » [Nous attendons du respect pour notre histoire], 03.12.2008.

Skibiński (P.), Wiścicki (T.), Wysocki (M.), *Historycy i politycy* [Historiens et politique], Varsovie, DiG, 2011.

Smolar (A.), « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », *Pouvoirs*, n° 118, p. 101-112.

Stobiecki (R.), « Historycy wobec polityki historycznej » [Les historiens face à la politique historique], in Nowinowki (S.) *et. al.*, *Pamięć i polityka historyczna* [La mémoire et la politique historique], Lódź, IPN, 2008.

Szeligowska (D.), « La « politique historique » polonaise en tant que politique publique et l'effet d'européanisation », mémoire de recherche, IEP de Paris, 2007.

Traverso (E.), *Le passé mode d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005.